


RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



Communiqué de presse

1^{er} mai : pas question d'ouvrir la boîte de Pandore contre les droits des salarié-es !

Le premier ministre a annoncé ce vendredi un nouveau projet de loi pour permettre aux artisans boulangers et fleuristes d'ouvrir le 1^{er} mai.

La CGT le martèle : le sujet, ce n'est pas les boulangeries artisanales qui, rappelons-le, peuvent déjà ouvrir le 1^{er} mai à la seule condition de ne pas faire travailler les salarié-es.

Le problème, c'est l'extension tous azimuts à la grande distribution, aux boulangeries industrielles, aux fleuristes et animaleries, aux commerces de bouche.... Pas question que ce nouveau projet de loi n'ouvre une brèche contre les droits des salarié-es.

La CGT appelle le gouvernement à tenir les engagements pris devant les organisations syndicales lundi : le 1^{er} mai doit rester un jour férié, obligatoirement chômé et rémunéré, lors duquel, comme le dit la loi, les seuls secteurs qui ont le droit de faire travailler leurs salarié-es sont ceux qui, du fait de la nature de leur activité, ne peuvent pas l'interrompre.

La proposition de loi de Gabriel ATTAL est la pire attaque contre le 1^{er} mai depuis qu'il existe, nous avons gagné son retrait, pas question qu'elle ne revienne par la fenêtre. La CGT appelle le gouvernement à ne pas céder devant la surenchère politicienne et populiste de Gabriel Attal, Bruno Retailleau et de l'extrême droite. La loi sur le 1^{er} mai date de 1947, elle fonctionne depuis 80 ans, il n'y a aucune urgence à la modifier. Cette journée internationale des droits des travailleuses et des travailleurs est chômée et payée dans de très nombreux pays. Qu'en serait-il de l'image de la France si ce conquies social était ainsi balayé ?

Alors que nous sommes confronté-es à une crise énergétique sans précédent, que les salaires décrochent et que les licenciements se multiplient, c'est de tout autres sujets que le Parlement a besoin de débattre ! L'urgence, ce n'est pas de détricoter le 1^{er} mai, l'urgence, c'est de répondre aux besoins du monde du travail en augmentant salaires, pensions et prestations sociales ! L'urgence, c'est de mettre enfin en œuvre l'égalité F/H alors que la France est supposée transposer la directive transparence salariale depuis 2 ans et que le gouvernement ne l'a toujours pas inscrite à l'agenda parlementaire.

La CGT appelle les salarié-es à la vigilance. Ils nous ont volé deux ans de vie, ils ne nous voleront pas le 1^{er} mai ! Il faut continuer à signer et faire signer la pétition pour la défense du 1^{er} mai qui a déjà recueilli plus de 100 000 signatures. La CGT appelle les salarié-es à se mobiliser massivement le 1^{er} mai pour dire qu'on ne touche pas au 1^{er} mai et exiger des augmentations de salaires et des mesures contre la vie chère.

Montreuil, le 17 avril 2026